



Listes de contenus disponibles sur: [Scholar](#)

EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE: ANALYSE DES OPPORTUNITÉS ENTRE RD CONGO, BOTSHWANA ET ILE MAURICE

Journal homepage: ijssass.com/index.php/ijssass

EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE: ANALYSE DES OPPORTUNITÉS ENTRE RD CONGO, BOTSHWANA ET ILE MAURICE[☆]

MULANGU KATULUMBA FÉLIX-MÉDARD ^a, LUSENGE MUMBERE ANICET ^b, FUMUNZANZA GIMUANGA THÉODORE ^{c*}

A. Doctorant, UPN et assistant de recherche à l'Institut Géographique au Congo

B. Chef de travaux, Université Pédagogique Nationale.

C. Professeur, Université Pédagogique Nationale.

Received 31 October 2022; Accepted 20 December 2022

Available online 29 December 2022

ARTICLE INFO

Keywords:

Ressources naturelles

Développement durable

ABSTRACT

En dépit de toutes les richesses naturelles dont il regorge, le continent Africain n'en demeure pas moins le plus pauvre de la planète, bien qu'il y ait des différences marquantes entre les pays. Les revenus croissants dégagés par l'exploitation de ses ressources n'ont pas permis l'émergence économique du continent. Les grands pays producteurs de minerais sont les moins diversifiés du continent, comparé aux autres, moins bien nantis qui ont amorcé un décollage remarquable grâce à l'accent mis sur le secteur manufacturier. Seuls les pays qui ont su mettre en place une gouvernance de qualité ont pu tirer profit de l'exploitation des ressources naturelles et améliorer les conditions de vie de leurs populations.

I. INTRODUCTION

En général, les pays de l'Afrique Subsaharienne sont généreusement dotés en ressources naturelles et disposent d'un grand potentiel pour le développement durable. Le développement durable est un concept qui propose de concilier croissance économique, progrès social et protection de l'environnement. Il implique de promouvoir la croissance économique et le développement social sans hypothéquer le potentiel des ressources naturelles, renouvelables sous certaines conditions (Young et Ryan 1995).

Dans la mesure où les ressources naturelles conditionnent la croissance économique et le progrès social, elles seraient donc essentielles pour le développement durable de l'Afrique Subsaharienne. Il est donc intéressant d'observer s'il est possible d'établir une relation entre la possession de ressources naturelles et le développement durable dans les pays en Afrique Subsaharienne en faisant l'hypothèse qu'une gouvernance de qualité, dans la gestion des ressources qui en découlent, peut induire une relation positive.

Pour l'OCDE, les ressources naturelles peuvent générer une croissance durable et réduire ainsi la pauvreté, notamment en vue de réaliser les Objectifs du Développement Durable (ODD). Il est par conséquent urgent de mettre l'accent sur la nécessité d'améliorer la gestion des ressources naturelles dans l'optique d'une croissance économique pro-pauvres sur le long terme.

Thorvaldur Gylfason, dans son article intitulé, « La possession de ressources naturelles est-elle vraiment un privilège ? », lors d'une conférence sur le thème « Ressources naturelles, finances et développement, organisé à Alger, les 4 et 5 novembre 2010, par la Banque centrale d'Algérie et l'Institut du FMI, traite des conséquences de l'existence de ressources naturelles pour la conduite de la politique économique ainsi que pour le rôle et la conception des institutions dans les pays qui en sont bien dotés. Il expose brièvement l'expérience de quelques-uns d'entre eux, en montrant les succès de ceux qui en ont tiré parti et en évoquant certains des problèmes de politique monétaire, budgétaire et de change qui

se posent. Il affirme que, bénéficiant d'un commerce extérieur dynamique ainsi que de la priorité donnée à l'éducation, à de bonnes politiques et à une bonne gouvernance, les pays tels que la Norvège, le Chili, l'Ile Maurice et le Botswana ont pu mettre les rentes de ressources au service de la population, qui en est le propriétaire légitime en vertu des lois nationales comme du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le gouvernement norvégien, dans son rôle de gardien des intérêts de la population, a conservé un contrôle étroit du patrimoine pétrolier national, tout en créant une structure de gouvernance destinée à protéger le Fonds pétrolier, devenu Fonds de pension, des interventions politiques.

Gisèle Tomo, dans sa thèse intitulée « ressources naturelles et développement durable dans les économies subsahariennes – le rôle de l'union européenne soutenue à l'Université de Lorraine en février 2012, pense que l'exploitation des ressources naturelles devrait permettre l'amélioration du bien-être des générations présentes sans compromettre la possibilité pour les générations futures d'améliorer le leur. Ainsi, les ressources naturelles devraient être exploitées de telle sorte que le patrimoine représenté par l'environnement ne soit pas altéré et que les populations vivant grâce aux ressources naturelles voient leurs conditions d'existence s'améliorer aujourd'hui et dans le futur. Le développement durable est donc la voie qui doit guider les stratégies de développement des pays de l'Afrique Subsaharienne qui sont généreusement dotées en ressources naturelles.

Notre préoccupation est d'analyser la

problématique de l'exploitation des ressources naturelles en vue du développement durable en Afrique subsaharienne après avoir constaté que certains pays richement dotés en ressources naturelles demeurent pauvres et que d'autres, moins nantis, connaissent une amélioration continue de leur niveau de développement.

Nous sommes parti de l'hypothèse selon laquelle l'amélioration des conditions de vie des populations et l'impulsion d'un développement économique durable à partir de l'exploitation des ressources naturelles passe par la qualité de la gouvernance économique des services publics et des entités décentralisées. Seule, la bonne gouvernance économique peut permettre à l'ensemble de la population d'un pays de tirer profit des revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles.

Le but de cette étude est de mettre en évidence le rôle qualitatif de la gouvernance économique dans le processus de conversion des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources naturelles en opportunités de croissance et de développement durable. Pour y parvenir nous sommes fixés les objectifs ci-après : sur base de la littérature, dégager la problématique du développement durable et des ressources naturelles en Afrique sub-saharienne, comparer les opportunités entre les pays ci-haut cités, ressortir les écarts et tirer une conclusion sur base des résultats obtenus.

I. MATERIELS ET METHODES

1. Matériels

Le terrain qu'a porté notre étude est l'Afrique et particulièrement la partie sub-saharienne. Elle

compte plus d'un milliard d'habitants, dont la moitié aura moins de 25ans en 2050(BMA, 2020). Forte de sa diversité et de ses ressources humaines et naturelles, la région dispose d'atouts considérables pour parvenir à générer une croissance inclusive et mettre fin à la pauvreté. Elle compte à la fois des pays à revenu faible, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et de la tranche supérieure ainsi que des pays à revenu élevé. On trouve sur le continent, 22 pays fragiles ou en situation de conflit et 13 petit Etats faiblement peuplés. Il s'observe dans la région, le déficit budgétaire qui s'est creusé pendant la pandémie de la maladie à Covid-19 alors que l'assainissement des finances publiques a été un puissant levier qui a réduit sensiblement ce déficit de 4,8 % du PIB.

Les données proviennent de la base des données de la Banque Mondiale (CD-ROM de la Banque Mondiale, WDI, 2019) et portent sur le taux d'inflation pour évaluer la qualité de la gouvernance, la formation brute du capital fixe pour mesurer le niveau d'investissement domestique, les IDE entrants pour évaluer le niveau d'attraction des investissements extérieurs, le PIB par tête d'habitant comme indicateur du niveau de vie et l'accès de la population à l'électricité pour apprécier l'accès aux infrastructures de qualité.

2. Méthodes et techniques

Notre démarche est essentiellement analytique, basée sur la revue de la littérature, et comparative, en recourant aux techniques statistiques de comparaison des moyennes.

Cette dernière passe par l'analyse de la variance

qui a pour but de comparer les moyennes de plusieurs populations supposées normales et de même variance, à partir d'échantillons aléatoires simples et indépendants les uns des autres. Elle

permet de tester l'hypothèse nulle selon laquelle les moyennes de plusieurs populations sont égales.

II. RESULTATS

Tableau n° 1 : statistiques descriptives des taux d'inflation du Botswana, de l'île Maurice, du Nigéria et de la RD Congo de 2000 à 2016 (TINFL)

	TINFL_BOTSWANA	TINFL_MAURICE	TINFL_NIGERIA	TINFL_RD CONGO
Mean	7.492286	4.823010	11.78470	60.67471
Median	7.540284	4.199288	11.57798	12.87397
Maximum	12.70219	9.732723	18.87365	513.9068
Minimum	3.060357	1.023865	5.382224	0.744199
Std. Dev.	2.472254	2.561328	3.820984	144.4506

Source: *Analyste, à partir des données de l'étude*

Il ressort du tableau ci-dessus que, sur la période d'analyse, la moyenne la plus élevée du taux d'inflation est observée pour la RD Congo (60,7%) avec une très forte variabilité, suivie du Nigéria (11,8%), du Botswana (7,5%) et de l'île Maurice (4,8%) avec de faibles variabilités, traduisant le niveau de gouvernance le plus faible pour la RD Congo et le plus élevé pour l'île Maurice. Le pays le plus richement doté en ressources naturelles (la RD Congo) est celui où la qualité de la gouvernance économique a été médiocre alors que l'île Maurice, faiblement dotée en ressources naturelles, a la meilleure gouvernance économique. Le Botswana, riche en ressources naturelles, a également une gouvernance de qualité au regard de son niveau moyen de taux d'inflation sur la période d'analyse.

Tableau n°2 : statistiques descriptives de la croissance de la formation brute du capital fixe du Botswana, de l'île Maurice, du Nigéria et de la RD Congo de 2000 à 2016 (TC_FBCF)

	TC_FBCF_BOTSWAN A	TC_FBCF_MAURICE	TC_FBCF_NIGERI A	TC_FBCF_RD CONGO
Mean	6.493714	22.00928	11.42702	14.81120
Median	5.423545	22.68808	7.816524	7.266343
Maximum	13.61484	25.51104	59.30075	68.11668
Minimum	1.471173	17.24840	-23.98291	-11.34939
Std. Dev.	3.976736	2.312494	24.08371	23.81196

Source : *Analyste, à partir des données de l'étude*

Il ressort du tableau ci-dessus que, sur la période d'analyse, la moyenne la plus élevée de la

croissance de la formation brute du capital fixe est observée pour la RD Congo (14,8%) avec

une très forte variabilité, suivie du Nigéria (11,2%) avec une très forte variabilité, de l'île Maurice (22%) et du Botswana (6,5%) avec de faibles variabilités, traduisant le niveau de croissance nationale de l'investissement le plus élevé pour l'île Maurice et le plus faible pour le Botswana. Le pays le moins doté en ressources naturelles et qui a la meilleure qualité de gouvernance économique (l'île Maurice) est celui où la croissance du niveau

d'investissement national est la plus élevée. Le Botswana, riche en ressources naturelles, a également une gouvernance de qualité au regard de son niveau moyen de taux d'inflation sur la période d'analyse.

Le tableau d'analyse de la variance ci-après vient confirmer les écarts entre les croissances de la formation brute de capital fixe dans ces pays.

Tableau n°3 : comparaison des moyennes et des variances de la croissance de la formation brute du capital fixe du Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo

Comparaison des variances	Stat de Bartlett	
	Valeur	Probabilité
	86.80606**	0,00
Comparaison des moyennes	Stat F de Welch	
	Valeur	Probabilité
	62.29153**	0,00

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus, au regard de la valeur de la statistique F et de sa probabilité critique associée, que les moyennes des taux de croissance de la formation brute de capital fixe sont significativement différentes entre les 4 pays retenus dans l'analyse.

Tableau n° 4 : statistiques descriptives des IDE entrants en pourcentage du PIB du Botswana, de l'île Maurice, du Nigéria et de la RD Congo de 2000 à 2016 (TINFL)

	IDE_PIB_ BOTSWANA	IDE_PIB_ MAURICE	IDE_PIB_ NIGERIA	IDE_PIB_ RD CONGO
Mean	3.815394	2.563739	2.516210	4.563720
Median	4.237720	2.811755	2.457999	3.972163
Maximum	8.742550	5.796793	5.047601	12.71601
Minimum	0.558883	-0.610059	0.652160	-1.304135
Std. Dev.	2.256735	1.809469	1.302848	3.912725

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus que, sur la période d'analyse, la moyenne la plus élevée des IDE en

pourcentage du PIB est observée pour la RD Congo (4,6%) avec faible variabilité, suivie du

Botswana (3,8%), de l'île Maurice (2,6%) et du Nigéria (2,5%) avec de faibles variabilités, traduisant un attrait des IDE le plus faible pour le Nigéria et le plus élevé pour la RD Congo. Les pays les plus richement dotés en ressources

naturelles et ceux à meilleure gouvernance sont plus attractifs pour les IDE.

Le tableau d'analyse de la variance ci-après nous permet de vérifier la significativité des écarts entre les IDE entrants dans ces pays.

Tableau n°5 : comparaison des moyennes et des variances des IDE entrants en pourcentage du PIB du Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo

Comparaison des variances	Stat de Bartlett	
	Valeur	Probabilité
	20,55624**	0,00
Comparaison des moyennes	Stat F de Welch	
	Valeur	Probabilité
	2,536500	0,07

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus, au regard de la valeur de la statistique F et de sa probabilité critique associée, que les moyennes des IDE en pourcentage du PIB ne sont pas significativement différentes entre les 4 pays retenus dans l'analyse.

Tableau n°6 : Statistiques descriptives de la croissance du PIB par habitant du Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo de 2000 à 2016 (TCPIBH)

	TCPIBH_BOTSWAN A	TCPIBH_MAURIC E	TCPIBH_NIGERIA	TCPIBH_RD CONGO
Mean	2.576932	3.888164	4.245750	60.67471
Median	3.062426	3.556903	2.714291	12.87397
Maximum	9.293268	8.033208	30.35658	513.9068
Minimum	-9.216298	0.643709	-4.160107	0.744199
Std. Dev.	4.351131	1.979393	7.197473	144.4506

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus que, sur la période d'analyse, la moyenne la plus élevée de la croissance du PIB par habitant est observée pour le Nigeria (4,3%) avec une forte variabilité, suivie de l'île Maurice (3,9%) avec une faible variabilité, du Botswana (2,2%) et de la RD

Congo (6,5%) avec de fortes variabilités, traduisant de fortes variations dans les niveaux de vie pour le Nigeria, le Botswana et la RD Congo, pays richement dotés en ressources naturelles, et une certaine stabilité pour l'île Maurice, moins nantis en ressources naturelles.

Tableau n°7 : comparaison des moyennes et des variances du PIB par tête d'habitant du Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo

Comparaison des variances	Stat de Bartlett	
	Valeur	Probabilité
	23,39975**	0,00
Comparaison des moyennes	Stat F de Welch	
	Valeur	Probabilité
	1,978961	0,14

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus, au regard de la valeur de la statistique F et de sa probabilité critique associée, que les moyennes des taux de croissance du PIB par habitant ne sont pas significativement différentes entre les 4 pays retenus dans l'analyse.

Tableau n°8 : statistiques descriptives de l'accès à l'électricité de la population du Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo (en pourcentage) de 2000 à 2016 (ACCES_ELEC)

	ACCES_ELEC_ BOTSWANA	ACCES_ELEC_ MAURICE	ACCES_ELEC_ NIGERIA	ACCES_ELEC_ RD CONGO
Mean	43.66527	98.85661	50.51793	11.67845
Median	43.10000	98.74126	50.30000	12.22470
Maximum	60.68840	99.40000	59.30000	17.20158
Minimum	24.80000	98.60123	42.73761	6.000000
Std. Dev.	11.11675	0.266200	4.798657	3.618500

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus que, sur la période d'analyse, la moyenne la plus élevée de l'accès de la population à l'électricité est observée pour l'île Maurice (98,9%) avec une très faible variabilité, suivie du Nigeria (50,5%) du Botswana (43,7%) et de la RD Congo (11,7%) avec de faibles variabilités, traduisant un meilleur accès aux infrastructures de qualité et une meilleure qualité de la vie pour l'île Maurice, moins nantis en ressources naturelles, et un faible accès aux infrastructures et une

mauvaise qualité de la vie pour la RD Congo, pays richement dotés en ressources naturelles. Le pays le moins doté en ressources naturelles et qui a la meilleure qualité de gouvernance économique (l'île Maurice) est celui dont l'accès de la population aux infrastructures de qualité est le meilleur sur la période d'analyse.

Le tableau d'analyse de la variance ci-après vient confirmer les écarts entre l'accès à l'électricité dans ces pays.

Tableau n°9 : comparaison des moyennes et des variances de l'accès à l'électricité des populations du

Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo

Comparaison des variances	Stat de Bartlett	
	Valeur	Probabilité
	107.1484**	0,00
Comparaison des moyennes	Stat F de Welch	
	Valeur	Probabilité
	3782.159**	0,00

Source : l'auteur, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus, au regard de la valeur de la statistique F et de sa probabilité critique associée, que les moyennes de l'accès de la population à l'électricité sont significativement différentes entre les 4 pays retenus dans l'analyse.

Tableau n°10 : statistiques descriptives de la consommation d'électricité par tête d'habitant de la population du Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo (en KWH) de 2000 à 2014 (CONS_ELEC)

	CONS_ELEC_ BOTSWANA	CONS_ELEC_ MAURICE	CONS_ELEC_ NIGERIA	CONS_ELEC_R D CONGO
Mean	1492.106	1795.040	122.5293	101.0078
Median	1477.084	1816.671	127.1788	101.7709
Maximum	2060.599	2182.509	156.7330	117.0283
Minimum	1098.742	1363.246	74.44912	88.18729
Std. Dev.	249.0899	264.0052	24.97850	9.038167

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus que, sur la période d'analyse, la moyenne la plus élevée de la consommation d'électricité est observée pour l'île Maurice (1795,40 KWH), suivie du Botswana (1492,11 KWH), du Nigeria (122,53 KWH) et de la RD Congo (101,01) avec de faibles variabilités, traduisant une meilleure qualité de la vie pour l'île Maurice, moins nantis en ressources naturelles, et une moins bonne qualité de la vie pour la RD Congo, pays richement dotés en ressources naturelles.

Le tableau d'analyse de la variance ci-après vient confirmer les écarts entre les consommations d'électricité par habitant dans ces pays.

Tableau n°11 : comparaison des moyennes et des variances de l'accès à l'électricité des populations du Botswana, de l'île Maurice, du Nigeria et de la RD Congo

Comparaison des variances	Stat de Bartlett	
	Valeur	Probabilité
	116.9768**	0,00

Comparaison des moyennes	Stat F de Welch	
	Valeur	Probabilité
	344.8121**	0,00

Source : Analyste, à partir des données de l'étude

Il ressort du tableau ci-dessus, au regard de la valeur de la statistique F et de sa probabilité critique associée, que les moyennes de consommation d'électricité par tête d'habitant sont significativement différentes entre les 4 pays retenus dans l'analyse.

Il ressort des comparaisons effectuées que l'abondance dans la possession et l'exploitation des ressources naturelles n'entraîne pas nécessairement un accroissement des performances économiques et sociales, et une amélioration du bien-être de la population. Certains pays, comme l'île Maurice, qui ne sont pas forcément bien nantis en ressources naturelles, affichent de bonnes performances économiques et sociales pendant que ceux qui sont bien nantis en sont très éloignés. C'est le cas de la RD Congo et du Nigéria, richement dotés en ressources naturelles, dont les performances économiques et sociales sont encore faibles.

IV. DISCUSSION

Il ressort de l'analyse de la relation entre l'exploitation des ressources naturelles, la gouvernance, la croissance et le développement économique que la bonne gouvernance est un facteur déterminant dans la gestion des revenus.

La comparaison va concerner le Botswana qui a su tirer bénéfice de cette exploitation ; et un pays, l'île Maurice qui, tout en ayant une faible

dotation en ressources naturelles, a su améliorer la qualité de vie de sa population grâce à une gouvernance de qualité.

Il sera question, tour à tour, de comparer pour les pays retenus, le taux d'inflation nous permet de saisir la qualité de la gouvernance économique, à travers le taux d'inflation ; le niveau d'investissement national, à travers le taux de croissance de la formation brute du capital fixe ; les IDE entrants en pourcentage du PIB ; le taux de croissance du PIB réel par tête d'habitant ; l'accès à l'électricité en pourcentage de la population et la consommation d'électricité en KWH par habitant.

La comparaison avec le Botswana et l'île Maurice ont permis de mettre en évidence le rôle de la qualité de la gouvernance dans le processus de conversion de l'exploitation des ressources naturelles en opportunités de croissance économique et de développement durable.

En effet, en Afrique Subsaharienne, l'exploitation des ressources naturelles est la principale activité qui génère des revenus à l'Etat et à la population qui vit grâce à celles-ci. Certains pays, comme le Botswana, sont sur le sentier du développement durable dans la mesure où l'exploitation des ressources naturelles a permis d'assurer un niveau de bien-être meilleur à la population. Dans

beaucoup d'autres pays, cette exploitation n'a pas permis une amélioration du bien-être de la population. Elle serait même la source et la cause de nombreux conflits autour de l'appropriation des ressources naturelles et du partage du revenu issu de leur exploitation. La gestion des terres et des ressources naturelles compte parmi les défis critiques auxquels ces pays sont confrontés aujourd'hui.

L'examen du revenu par tête des pays en Afrique Subsaharienne sur la période 2001-2005, période correspondant à la classification d'après la richesse ou non en ressources naturelles, a permis de classer certains pays à partir de leurs ressources naturelles selon qu'ils en sont richement doté ou non. Le développement durable pouvant être mesuré par le non déclin de la consommation par tête, le revenu par tête peut être assimilé à la consommation par tête.

D'ailleurs, le haut du classement est occupé par des pays pauvres en ressources naturelles : la richesse du pays s'est formée à partir du secteur hors ressources naturelles non renouvelables.

Certains pays sont riches en ressources naturelles mais ils n'affichent pas un RNB/habitant élevé et sont classés dans la catégorie des pays relativement pauvres : la richesse en ressources naturelles n'est pas synonyme de richesse en matière de bien-être par tête.

Ainsi, nous avons des pays classés comme riches en ressources naturelles, qui en termes de richesse nationale par tête, critère utilisé

pour la définition de la durabilité du développement, sont classés comme pays très pauvres : la moyenne de leur RNB/habitant sur la période 2001-2005 est inférieure à 700 dollars par habitant. C'est le cas de la RD Congo dont le RNB/habitant moyen est de l'ordre de 100 dollars, la Sierra Leone avec 195 dollars par habitant. On a surtout le cas du Nigeria qui est le premier producteur de pétrole dans la période étudiée.

A ce titre, il devrait avoir un revenu par habitant similaire à celui du Botswana, étant donné que tous deux sont les premiers producteurs d'une ressource naturelle non renouvelable sur la même période. Leur niveau de bien-être devrait donc être semblable. Il n'y a donc pas de corrélation entre richesse en ressources naturelles et richesse en matière de revenu national par tête.

Le pays le moins doté en ressources naturelles et qui a la meilleure qualité de gouvernance économique (l'île Maurice) est celui où la croissance du PIB par habitant est continue et stable au regard de son niveau moyen et de sa variance sur la période d'analyse.

Le Botswana constitue un exemple des pays à forte dotation en ressources naturelles qui a su déboucher sur la croissance et le développement économique durable grâce à une gestion prudente des recettes issues de leur exploitation. Ceci indique clairement le rôle de la gouvernance économique de qualité dans le processus de conversion de la rente issue de l'exploitation des ressources naturelles en opportunités de croissance et de développement économique durable.

V.CONCLUSION

Notre préoccupation a tourné autour de la relation entre la gestion des ressources naturelles et le développement durable en Afrique Subsaharienne en mettant un accent particulier sur le rôle de la gouvernance économique pour une relation positive entre les deux variables.

Notre préoccupation était d'analyser la problématique de l'exploitation des ressources naturelles en vue du développement durable en Afrique subsaharienne après avoir constaté que certains pays richement dotés en ressources naturelles demeurent pauvres et que d'autres, moins nantis, connaissent une amélioration continue de leur niveau de développement.

Nous sommes parti de l'hypothèse selon laquelle l'amélioration les conditions de vie des populations et l'impulsion d'un développement économique durable à partir de l'exploitation des ressources naturelles passe par la qualité de la gouvernance économique des services publics et des entités décentralisées.

Pour rencontrer notre préoccupation, vérifier nos hypothèses et atteindre nos objectifs, nous avons comparé deux pays richement dotés en ressources naturelles à un autre qui en est dépourvu mais dont la population connaît un niveau de vie élevé.

Après analyse, nous avons remarqué que la clé de la solution au problème de la conversion des ressources naturelles en opportunités de développement durable se trouve dans une amélioration substantielle de la gouvernance

économique et des institutions pour une meilleure efficacité de la politique économique. A ce sujet, la comparaison de l'économie congolaise avec celles du Botswana et de l'Ile Maurice a permis de mettre en évidence le rôle de la qualité de la gouvernance économique dans le processus de conversion des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources naturelles en opportunités de croissance et de développement durable.

Ces résultats permettent de confirmer nos hypothèses en ce qui concerne, l'amélioration les conditions de vie des populations et l'impulsion d'un développement économique durable à partir de l'exploitation des ressources naturelles. Cette recherche constitue une contribution à l'analyse d'un sujet qui peut l'objet d'investigation sous plusieurs axes à partir de nos conclusions.

Références Bibliographiques

1. BCC (2019), Rapport annuel
2. CNUCED (2020), Rapport *sur* les flux financiers illicites et développement durable en Afrique
3. Ekodo Raymond et Dam Mama (2019), *Possession des ressources naturelles et Croissance économique en zone CEMAC : cas des ressources pétrolières* in Revue "Repères et Perspectives Economiques" Vol. 3/N° 1/1er semestre,
4. Hellendorff Bruno (2012), *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la

sécurité (GRIP), Louvain

5. OCDE (2009), Ressources naturelles et croissance pro-pauvres : enjeux économiques et politiques

6. Thorvaldur Gylfason (2010), La possession de ressources naturelles est-elle vraiment un privilège ?

1. 7. Tomo Gisèle (2012), Ressources naturelles et développement durable dans les économies subsahariennes – le rôle de l'union européenne, Thèse de doctorat, Université de Lorraine-

* EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT DURABLE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE: ANALYSE DES OPPORTUNITÉS ENTRE RD CONGO, BOTSHWANA ET ILE MAURICE

Received 31 October 2022; Accepted 20 December 2022

Available online 29 December 2022